

**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance de cotation**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente • (Page 07)

**Fortune** • (Page 08)

**Tim Cook, le DG d'Apple, est maintenant milliardaire**

Le DG d'Apple, Tim Cook, a atteint le statut de milliardaire, selon une analyse...

**Secteur automobile**

**Les voitures hybrides résistent à la crise**

Les voitures hybrides ont la cote en Suisse. Le nombre d'immatriculations a progressé de presque 80% depuis l'an dernier. • (Page 08)



**Prix à la consommation au Togo** • (Page 03)

# L'INHPC s'est accru de 0,6%



• Koame KOUASSI, Directeur général de l'INSEED

**Entreprenariat au Togo** • (Page 04)

# Une Start-Up Clinic pour les jeunes

**Entreprises**

**Première vague de la MSME Academy**

L'Agence de développement de l'Union africaine (AUDE-NEPAD) a annoncé le 11 août 2020, le lancement de la MSME Academy, en partenariat... • (Page 02)

**JIJ 2020**

**L'engagement des jeunes pour une action mondiale**

La Journée internationale de la jeunesse (JIJ), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1999, est commémorée... • (Page 04)

**Industrie**

**La zone franche togolaise, source d'emplois**

La zone franche togolaise fait ces preuves avec le concours des entreprises adhérentes en octroyant des milliers d'emplois aux togolais. • (Page 04)

**Obsèques**

**La dépouille d'Edem Kodjo rapatriée**

Décédé le samedi 11 avril 2020 à Paris, la dépouille mortelle de l'ancien Premier Ministre Edem Kodjo est arrivée mardi 11 août 2020 à Lomé.

Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte... Alerte...

**Le Coronavirus ne passera pas par MOI... et TOI ?**

Message de prévention et de sensibilisation de :



**A la propagation du coronavirus au TOGO**

## Entreprises

## Première vague de la MSME Academy

L'Agence de développement de l'Union africaine (AUDE-NEPAD) a annoncé le 11 août 2020, le lancement de la MSME Academy, en partenariat avec le groupe Ecobank. Le Togo fait partie des pays de la première vague retenue.



• Nicole ESSO

Elaborée dans le cadre du programme AU-DA-NEPAD «100 000 MPME d'ici 2021» (100 000 MPME) pour les micro-petites et moyennes entreprises africaines, l'Académie offre un accès facile à une formation pratique et à des ressources sur les opportunités de financement dans divers pays, ainsi que du matériel sur la façon de créer une présence numérique pour entreprises et comment adapter les opérations commerciales à l'ère de la pandémie COVID-19. La plateforme donnera également accès à des informations sur le marché, à une foule de mentors possédant une expérience diversifiée, tout en facilitant l'accès aux opportunités de financement. La MSME Academy comprend trois volets à savoir un webinaire d'information avec des conférenciers invités, une série de programmes de formation virtuels dirigés par un instructeur et mentorat pour les MPME. L'Académie a un contenu spécifique au pays avec une conception pana-

africaine de classe mondiale pour assurer le bon équilibre entre les réalités locales (défis et opportunités des MPME) avec une approche panafricaine structurée pour la durabilité et l'évolutivité des initiatives. Le Directeur général de l'AUDA-NEPAD, le Dr Ibrahim Assane Mayaki, a déclaré: «Dans ce continent où la majorité des pays sont des économies à faible revenu et à revenu intermédiaire, où les jeunes représentent près de 60% de tous les chômeurs en Afrique, la contribution des MPME et la croissance du PIB et la création d'emplois est fondamentale. Alors que le continent est confronté aux incertitudes socio-économiques provoquées par l'épidémie de COVID-19, l'AUDA-NEPAD MSME Academy, qui est dispensée en partenariat avec Ecobank, vise à favoriser la résilience et la survie des MPME en ces temps critiques. Ade Ayeyemi, PDG du groupe Ecobank, a commenté: «L'impact du COVID-19 continue de se faire sentir à travers l'Afrique

avec de sérieux défis et incertitudes pour nos MPME. La MSME Academy arrive au moment opportun pour fournir le bon niveau de soutien à ce segment d'activité vulnérable et important en Afrique. Nous avons tiré parti de l'expertise de notre Ecobank Academy mondialement reconnue pour développer un contenu spécifique à chaque pays adapté aux MPME en Afrique et donc encourager les MPME à s'inscrire et à participer aux divers programmes de formation virtuelle disponibles.» Les micros petites et moyennes entreprises d'Afrique sont invitées à participer aux webinaires d'information pour découvrir des conseils sur l'accès au financement et sur la création d'une présence numérique grâce aux orateurs. La première vague de pays comprend le Ghana - 21 août, le Togo - 25 août, le Kenya - 1er septembre, le Nigéria - 3 septembre, la Côte d'Ivoire - 8 septembre, le Niger - 15 septembre, le Rwanda - 17 septembre et le Tchad - 23 septembre.

## AUX DECIDEURS ...

## Conditions d'entrée et de séjour

**A**u Togo, dans le contexte de pandémie de Covid-19, les autorités ont décidé de plusieurs mesures dont un état d'urgence sanitaire, en vigueur depuis le 1er avril 2020, a été prorogé jusqu'au 16 août 2020 ; les frontières terrestres du pays sont fermées aux voyageurs depuis le 20 mars 2020, sauf autorisation spéciale ; la fréquentation des plages du littoral togolais est soumise à restrictions ; le port du masque en public est obligatoire.

Quant aux liaisons aériennes et conditions d'entrée, il est à retenir qu'à compter du 1er août 2020, l'espace aérien togolais est de nouveau ouvert aux vols commerciaux domestiques et internationaux. Les mesures suivantes s'appliquent aux passagers empruntant l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma de Lomé : inscription individuelle préalable au voyage sur le site gouvernemental dédié. Téléchargement à l'arrivée d'une application mobile de traçage dénommée Togo Safe, pour permettre la géolocalisation des voyageurs après leur admission sur le territoire togolais ; au départ, les passagers doivent se soumettre à un test PCR dans les 72 heures précédentes ; à l'arrivée, le test est pratiqué au sein d'un laboratoire dédié aménagé dans l'emprise de l'aéroport.

Les passagers sont ensuite tenus d'attendre le résultat en auto-confinement. Les cas positifs sont placés en quarantaine renforcée à domicile ou dans une structure dédiée ; le coût du test est fixé à 40 000 XOF (60 €) payable en ligne au moment de l'inscription sur le site dédié. Les passagers en transit à l'aéroport de Lomé sont dispensés du test s'ils restent en zone internationale.

Au Togo, tout comme dans l'ensemble de la zone UEMOA, des mesures ont été prises pour contenir la pandémie. Celles-ci se distinguent en trois grandes catégories, à savoir les mesures de prévention, les mesures d'urgence sanitaire et les mesures d'atténuation. En tenant compte des réalités socioéconomiques qui prévalent au Togo, le gouvernement a opté pour des mesures plus allégées plutôt qu'un confinement total.

Komlan KPATIDE

## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Prix à la consommation au Togo

## L'INHPC s'est accru de 0,6%

Au Togo, l'Indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) s'est accru de 0,6% en juillet 2020 par rapport à son niveau en juin 2020, indique l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), dans le contexte actuel lié à la pandémie de COVID-19.

• Joël YANCLO

En juillet 2020, l'Indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) s'est établi à 106,5 au Togo, traduisant une hausse de 0,6% du niveau général des prix à la consommation contre une baisse de 0,7% le mois précédent. Selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), cette hausse est principalement due à l'augmentation des indices des fonctions de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» (+2,5%) ; «Communication» (+5,0%) et «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» (+0,2%). La hausse de l'indice global est cependant atténué par le recul des indices des fonctions de consommation «Transports» (-0,4%) et «Santé» (-0,9%). En effet, la hausse de l'indice des fonctions de consommation «Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles» et «Communication» est soutenue par la progression des indices des postes suivants: «Electricité» (+21,1%)

; «Alimentation en eau» (+3,0%) ; «Combustibles liquides» (+2,4%) et «Communication téléphonique» (+5,6%). La hausse observée au niveau de l'indice de la fonction de consommation «Produits alimentaires et boissons non alcoolisées» est due à l'augmentation des prix au niveau des postes ci-après : «Tubercules et plantain» (+21,1%) ; «Céréales non transformées» (+6,7%) ; «Autres fruits frais» (+9,7%) ; «Autres produits à base de tubercules et de plantain» (+3,4%) ; «Fruits secs et noix» (+9,9%) «Autres matières grasses» (+4,5%) ; «Autres produits frais de mer ou de fleuve» (+1,4%) et «Charcuterie et conserves, autres viandes et préparations à base de viande» (+2,3%). Les postes ayant contribué à la baisse des indices de prix de la fonction de consommation «Transports» sont : «Carburants et lubrifiants» (-0,3%) ; «Cycle, motocycle et véhicule à traction animale» (-0,6%) ; «Transport routier de passagers» (-0,1%) et «Autre type de transport de passagers et autre service de transport» (-1,4%). Les indices de prix de la



fonction de consommation « Santé » ont, eux aussi, diminué du fait de la baisse enregistrée pour les prix des postes «Médicaments traditionnels» (-7,2%) , «Médicaments modernes» (-0,2%) et « Services médicaux et dentaires » (-0,5%).

### Renchérissement de quelques variétés

L'augmentation du niveau des indices observée en juillet 2020 est le fait du

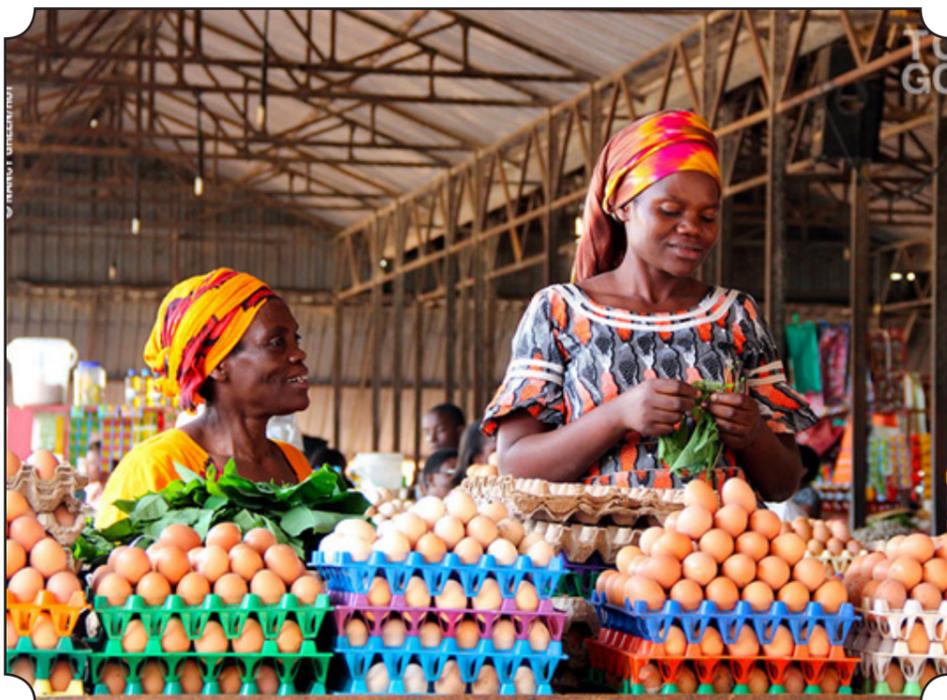
renchérissement des variétés suivantes : «Prix d'un consommateur-type d'électricité» (+21,1%) ; «Prix d'un consommateur-type d'eau» (+15,0%)<sup>2</sup> ; «Appel Heure creuse Togocel» (+46,9%) ; «Appel Operateur 1» (+45,7%) ; «Appel Heure normale Togocel» (+45,7%) ; «Appel Zone 3 (Togocel vers France)» (+1,1%) ; «Igname» (+25,8%) ; «Patate douce fraîche» (+5,3%) ; «Manioc frais (Agbéli)» (+4,2%) ; «Banane plantain mûre» (+0,4%) ; «Maïs séché en grains crus vendu au grand bol» (+10,9%) ; «Riz importé longs grains vendu au petit bol» (+6,9%) ; «Mangue greffée» (+12,1%) ; «Avocat» (+10,9%) ; «Ananas frais» (+7,8%) ; «Bananes douces» (+6,9%) ; «Farine de manioc (Gari)» (+8,0%) ; «Tapioca petit grain» (+3,4%) ; «Manioc râpé ( Agbélima )» (+1,3%) ; «Noix de Coco sec» (+12,1%) ; «Noix de cajou» (+0,1%) ; «Noix de palme (Décou)» (+4,8%) ; «Pâte d'arachide» (+1,5%) ; «Crevettes fraîches (Bolou moumou)» (+7,3%) ; «Viande de boeuf grillée (Tchitchinga)» (+10,9%) et «Corned beef

(EXETER)» (+0,4%). Les prix ayant enregistré une baisse se rapportent entre autres aux variétés : «Essence super de rue» (-3,6%) ; «Essence mélange de rue» (-3,4%) ; «Vélo de ville pour homme (Phoenix)» (-1,1%) ; «Cyclomoteur type courant» (-0,2%) ; «Course en taxi ville» (-2,6%) ; «Frais de véhicule de déménagement entre X et Y» (-4,4%) ; «Herbe Zangara pour paludisme» (-27,9%) ; «Médicaments anti-bactériens» (-1,1%) et «Médicaments immunologiques» (-0,3%). Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 0,9% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice (hors énergie, hors produits frais) a progressé de 0,1%. Les indices de prix des produits énergétiques ont renchéri de 4,4% tandis que ceux des « Produits frais » sont quasiment demeurés stables (+0,1%). Quelle que soit la provenance, les prix des produits aussi bien « locaux » qu' « importés » ont respectivement progressé de 0,4% et 0,3%. Du point de vue de

la classification sectorielle, la hausse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits des secteurs tertiaire (+2,7%) et primaire (+2,2%) amortie par la baisse des prix des produits du secteur secondaire (-0,9%). Pour ce qui est de la durabilité, la hausse observée provient de l'augmentation des prix des « services » (+2,7%) et des produits « semi-durables » (+0,4%) atténuée par le ralentissement des prix des produits « non-durables » (-0,4%) et « durables » (-0,4%).

### Une méthodologie commune au sein de l'UEMOA

L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) met à la disposition des utilisateurs, l'Indice National Harmonisé des Prix à la Consommation (INHPC). Cet indice est harmonisé, car il est le fruit d'une même méthodologie mise en place dans les huit pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 1996 et rénové en 2008. Depuis 2014, la couverture est devenue nationale et prend en compte aussi bien le milieu urbain que rural. L'INHPC a pour population de référence l'ensemble des ménages africains des régions Maritime (y compris Lomé), des Plateaux, de la Centrale, de la Kara et des Savanes. Le panier considéré comprend 647 variétés suivies dans 1 520 points de vente au niveau national et 17 914 relevés sont effectués chaque mois. La période de base de ce nouvel indice est l'année 2014. Les pondérations utilisées proviennent de l'enquête QUIBB 2011 actualisée par les indices de prix à la consommation de 2014.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

## Entrepreneuriat au Togo

## Une Start-Up Clinic pour les jeunes

L'incubateur nunya Lab va dérouler dans les prochains son nouveau programme hebdomadaire de coaching dénommé Start Up Clinic destiné aux jeunes entrepreneurs.

• Bernard AFAWOUBO

L'entrepreneuriat sous le développement économique des pays a besoin des touches particulières. De nos jours la plupart des jeunes qui aspirent contribuer au développement économique de leur pays, se tournent vers l'entrepreneuriat car ces derniers ont compris que l'Etat ne pourra pas engager tous les jeunes diplômés. Une chose est d'entreprendre, une autre est de savoir comment y arriver. Beaucoup de jeunes éprouvent des difficultés dans la gestion de leurs projets ou entreprises. Face à cette situation, une lueur d'espoir s'offre à eux à travers l'annonce d'un nouveau programme hebdomadaire de coaching destiné aux jeunes entrepreneurs, dénommé Start Up Clinic (clinique entreprise), faite par l'incubateur Nunya Lab, nous rapporte nos confrères de togofirst. L'objectif visé par les premiers responsables de l'incubateur Nunya Lab à travers cette initiative est



d'offrir un cadre d'expression aux jeunes entrepreneurs qui éprouvent des besoins spécifiques en rapport avec la gestion de leurs projets ou entreprises. Des solutions stratégiques et des conseils professionnels seront proposés par des experts de Nunya lab dans le souci d'accompagner ces jeunes entrepreneurs. A en croire une source proche de l'incubateur, se sera une occasion pour ces jeunes entrepreneurs de faire part de leurs difficultés dans l'attente d'une suite favorable. « Lors de nos rencontres avec les jeunes entrepreneurs, ceux-ci nous font part de leurs dif-

ficultés spécifiques ; or ces tribunes ne permettaient pas de prendre efficacement en compte leurs préoccupations. Start Up Clinic servira alors de cadre où les problèmes que rencontrent les porteurs d'idées ou jeunes entrepreneurs seront diagnostiqués et où des thérapies seront proposées à travers des séances de coaching. Ceux-ci peuvent être liés au management, à l'organisation, entre autres » a-t-il indiqué. Par ailleurs, le nouveau programme hebdomadaire de coaching se déroulera tous les vendredis et la sélection des jeunes entrepreneurs participants se fera après leur inscription.

## Industrie

## La zone franche togolaise, source d'emplois

La zone franche togolaise fait ces preuves avec le concours des entreprises adhérentes en octroyant des milliers d'emplois aux togolais.

• Bernard AFAWOUBO

Face à cette problématique de manque d'emploi qui secoue tous les pays du monde entier, le gouvernement togolais a donné une ouverture à la zone franche de s'implanter au pays. Au Togo, la zone franche avec plus de 30 ans d'existence a réussi à s'imposer au fil du temps. Ceci grâce aux avantages aux entreprises adhérentes. Ces dernières disposent d'un statut privilégié, des avantages douaniers et fiscaux qui séduisent des opérateurs venus d'Asie, d'Afrique et d'Europe qui profitent de la position privilégiée de Lomé dans la sous-région. Ces différentes entreprises participent au développement de l'économie nationale, génèrent des milliers d'emplois, contribuent sans doute à réduire le chômage et à rendre autonomes les citoyens. Dans l'optique de booster les investissements nationaux et internationaux dans les secteurs d'activités,



ce qui permet de créer des emplois et des richesses pour les populations, le gouvernement togolais a rendu opérationnelle l'Agence nationale de la promotion des investissements et de la zone franche (Api-ZF) par un décret en Conseil des ministres en août 2016. Par ailleurs, dix ans en arrières, la zone franche employait plus de 8000 Togolais mais aujourd'hui, avec l'adhésion de plusieurs autres entreprises, le nombre d'employés s'est accru. On y retrouve des sociétés de peinture, de cosmétiques, de pêche ou encore des entreprises qui évoluent dans le domaine électronique, de l'automobile, etc. Les investissements consacrés par ces sociétés sont estimés à plus de 76 milliards de francs CFA.

tels que le PNUD, l'ONUDI, l'OPIC et l'USAID. La Société d'Administration de la Zone Franche (SAZOF), est créée en 1994 pour gérer les activités de la zone franche. La Zone Franche Togolaise est régie depuis 2011 par une nouvelle loi, la loi n° 2011-018 du 24 juin 2011 portant statut de zone franche industrielle. La nouvelle loi est plus attractive et offre aux entreprises exportatrices les meilleures conditions des affaires en Afrique de l'Ouest. Elle est devenue aujourd'hui une destination de choix des investisseurs étrangers et Togolais grâce à ses conditions d'éligibilité très souples et les avantages fiscaux et douaniers qu'elle offre. La Zone Franche du Togo compte, au 31 juillet 2020, 66 entreprises en activité et 28 entreprises en cours d'installation, réparties dans divers secteurs : alimentaire, agro-alimentaire, plastique, pharmaceutique, métallique, horticulture, habillement et cheveux synthétiques, cosmétique et les services. Les produits de la zone franche sont essentiellement exportés vers les pays de la CE-DEAO, en Afrique Centrale et en Europe. Avec l'éligibilité du Togo à l'AGOA, le marché des exportations des entreprises togolaises est plus que jamais illimité et peut bénéficier des avantages sur le marché américain.

## La zone franche togolaise en bref

La Zone Franche Togolaise est créée par la loi N° 89-14 du 18 septembre 1989. Elle constitue un cadre favorable aux activités à vocation exportatrice : agricoles, industrielles et de services qui utilisent la main d'œuvre locale. C'est aussi un cadre libéral garantissant les meilleures conditions de compétitivité et simplifiant les formalités aux investisseurs. Elle a bénéficié dès sa naissance de l'appui déterminant des organismes de coopération

## Nigeria

## Heineken et Ab Inbev font la course vers le bas

Les filiales au Nigeria des deux leaders mondiaux de la brasserie Ab Inbev et Heineken, ont connu un très mauvais premier semestre 2020. Les pertes sont plus marquées pour la filiale de Heineken.

Le premier semestre 2020 a été très difficile pour les filiales au Nigeria des brasseurs Ab Inbev et Heineken, respectivement premier et deuxième brasseurs au monde. Les données financières publiées par Nigeria Breweries (Heineken) et International Breweries (Ab Inbev) font ressortir un chiffre d'affaires combiné de 94 milliards de nairas (243,1 millions \$). C'est une baisse de 22% comparée à la performance de la même période en 2019 (120,4 milliards de nairas). Il faut noter que la monnaie nigériane, le naira, s'est dépréciée d'au moins 20% depuis le début de l'année 2020 ; ce qui pour ces groupes brassicoles in-

ternationaux représente une perte supplémentaire. Sur une base désagrégée, Nigeria Breweries a signalé une baisse de 21% de son chiffre d'affaires à 68,6 milliards de nairas et International Breweries a enregistré une baisse de 24% de ses revenus à 25,2 milliards de nairas. Sans aucune surprise, cette baisse des ventes a mis la pression sur les marges nettes. Nigeria Breweries s'en sort avec un maigre bénéfice de 70 millions de nairas. International Breweries a connu quant à lui une perte de 3,7 milliards de nairas. La perte est plus importante chez la filiale de Heineken quand on compare son bénéfice net du premier semestre 2020 au gain net de



8 milliards de nairas au premier semestre 2019 et à celui de 12,4 milliards de nairas à la même période en 2018. Pour International Breweries, la perte actuelle est moins considérable que celle de 2019 (9,3 milliards de nairas). Le troisième acteur brassicole au Nigeria est Guinness, filiale du groupe international Diageo. Ses résultats à fin juin coïncident avec ses perfor-

mances annuelles. Les analystes nigériens ne s'attendent pas à de grosses surprises. Le confinement imposé par les autorités a réduit les opportunités de consommation de boissons alcoolisées. Mais à l'analyse, les défis des brasseurs nigériens ont débuté bien avant la covid-19, si on analyse les performances des trois dernières années.

(Agence Ecofin)

## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



Commissariat Général

Commissariat des Services Généraux

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Date de lancement de l'Avis : 03 AOÛT 2020  
 Date de clôture de l'Avis : 18 AOÛT 2020  
 AMI N° : 001.../2020/OTR/CG/CSG/DAL/DAMP

## Recrutement d'un Cabinet chargé de la réalisation d'une étude sur l'écart fiscal de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA-GAP).

- L'Office Togolais des Recettes (OTR) a obtenu dans le cadre de son budget Gestion 2020, des fonds afin de financer la réalisation d'une étude sur l'écart fiscal de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA-GAP), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de recrutement d'un cabinet chargé de la réalisation de cette étude.
- Les services comprennent : (i) l'estimation de l'écart de la TVA en le décomposant suivant les différents causes et secteurs d'activités (fraudes-évasion fiscales/politique fiscale nationale-communautaire, branche et secteur d'activités) ; (ii) l'analyse des recettes de TVA par transaction économique (consommation finale, consommation intermédiaire, investissement) ; et (iii) des propositions concrètes pour améliorer le rendement de la TVA en une mission pour une durée de cinq (05) mois.
- Les Cabinets intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services. Les Cabinets doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les Cabinets peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
- Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :
  - La nature des activités du Cabinet en rapport avec la présente mission et le nombre d'années d'expérience : **20 points** répartis comme suit :
    - La nature des activités : 10 points ;
    - Nombre d'années d'expérience : 10 points.

2

En rapport à ce critère, les cabinets doivent fournir les documents indiquant la nature de leur activité ainsi que l'année de leur création.

- Les références du Cabinet concernant l'exécution des missions d'études : **50 points** répartis comme suit :
  - L'expérience générale du Cabinet dans le domaine des études au cours des dix (10) dernières années : 20 points ;
  - L'expérience avérée dans la réalisation des missions similaires au cours des dix (10) dernières années : 30 points.

Pour apprécier les cabinets par rapport à ce critère, il leur est demandé de prouver qu'ils ont mené au moins quatre (04) missions d'études de façon générale et au moins (01) mission d'étude dans le domaine de la fiscalité.

- L'organisation technique et managériale du Cabinet : **10 points requis.**

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation (organigramme à l'appui) managériale, matérielle, etc...

- Les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels : **20 points.**

Afin d'apprécier la qualification du personnel professionnel, les cabinets fourniront les copies des diplômes de tout le personnel proposé.

- Il est demandé aux cabinets de fournir des informations en ne dépassant pas **cinquante (50) pages**. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Le Cabinet devra joindre à son offre les autres documents suivants :

## a) Pour les cabinets communautaires :

- Une (01) copie certifiée de la Carte d'Immatriculation Fiscale (CIF) ou toute autre pièce équivalente en cours de validité ;
- Un (01) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une (01) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- Un (01) **original** du Quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- Une (01) attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Un (01) quitus social datant de moins de six mois (06) mois ;
- Un (01) **original** de l'attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation.

## b) Pour les cabinets étrangers :

- Un (01) extrait du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) ;
- Une (01) attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois dans le pays d'origine du cabinet ;
- Un (01) **original** de l'Attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation sur des marchés antérieurs (à compter de septembre 2011).

**NB :** A l'exception du **quitus fiscal** et de l'**attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation** qui doivent être fournis en **original**, toutes les autres pièces peuvent être des copies légalisées.

3

- Une liste de six (06) cabinets présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces cabinets présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un cabinet sera sélectionné selon la méthode : « **de sélection basée sur le moindre coût** ».
- Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse, mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux de **08 h 00 à 12h 00 et 15 h 00 à 17h 00**. Les termes de référence sont disponibles à la même adresse :

Siège de l'Office Togolais des Recettes, Commissariat Général,  
 Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics,  
 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble de l'Institut de Formation Fiscale et Douanière  
 de l'OTR, 41, rue des impôts ; BP 20 823 Lomé-Togo, Tél : 22 53 14 82.  
 E-mail : [marches-publics@otr.tg](mailto:marches-publics@otr.tg)

- Les manifestations d'intérêt rédigées en français devront être déposées sous plis fermés, par courrier ou par mail à l'adresse, mentionnée ci-dessus au plus tard le
- 18 AOÛT 2020 à 16 heures 00 min, heure locale et porter expressément la mention :

« MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGER DE LA REALISATION D'UNE ETUDE SUR L'ECART FISCAL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA-GAP) »

« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE ».

Fait à Lomé, le 18 AOÛT 2020

Le Responsable des Marchés Publics  
  
 Halirou DJOBO

JII 2020

## L'engagement des jeunes pour une action mondiale

La Journée internationale de la jeunesse (JII), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1999, est commémorée chaque année le 12 août afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les problèmes de la jeunesse et célébrer le potentiel des jeunes en tant que partenaires dans la société.



● Nicole ESSO

Le thème de la Journée internationale de la jeunesse 2020, « L'engagement des jeunes pour une action mondiale », vise à mettre en évidence la manière dont l'engagement des jeunes aux niveaux local, national et mondial enrichit les institutions et les processus nationaux et multilatéraux. Ce thème vise aussi à tirer des leçons sur l'amélioration de leur représentation et leur engagement dans la politique institutionnelle formelle. Alors que l'ONU célèbre son 75e anniversaire et qu'il ne reste plus que 10 ans pour faire du Programme de développement durable une réalité pour tous, la confiance dans les institutions publiques s'érode. Au niveau international, dans un monde de plus en plus polarisé, le système international de gouvernance traverse actuellement une crise de légitimité et de pertinence. Cette crise est enracinée dans la nécessité de renforcer la capacité du système international à agir de concert et à mettre en œuvre des solutions aux défis et menaces pressants, tels que certains conflits actuels ou des urgences humanitaires, mais aussi certains défis mondiaux, tels que la pandémie de COVID-19 et les changements climatiques. Permettre l'engagement des

jeunes dans les mécanismes politiques formels accroît l'équité des processus politiques en réduisant les déficits démocratiques, contribue à des politiques meilleures et plus durables, et a également une importance symbolique qui peut contribuer davantage à restaurer la confiance dans les institutions publiques. Le thème de cette année cherche ainsi à mettre en lumière l'engagement des jeunes à travers ces trois volets : un engagement au niveau local et/ou communautaire ; un engagement au niveau national (formulation de lois, politiques et leur mise en œuvre) ; et un engagement au niveau mondial.

### Protéger et mobiliser les jeunes dans la riposte à la COVID-19

La pandémie de COVID-19 a de graves conséquences économiques et sociales dans le monde et les jeunes y sont particulièrement vulnérables. Pour une reprise inclusive et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) au cours de la Décennie d'action, les jeunes constituent un élément clé ! Bien que la manière dont la maladie affecte les plus jeunes reste encore peu connue, les gouvernements sont mandatés dans le Programme

d'action mondial pour la jeunesse pour garantir que leurs services répondent aux besoins des jeunes. Dans ces circonstances, il est important de veiller à ce que la jeunesse soit écoutée et prise en compte dans le déploiement des interventions sanitaires et non sanitaires en réponse à la COVID-19. Renforcer la capacité des jeunes à prendre leurs propres décisions en matière de santé est également un élément clé de ce Programme d'action. Dans ce contexte, l'éducation sanitaire, la promotion de la santé publique et les informations factuelles sont essentielles pour lutter contre la propagation et les effets de la COVID-19, en particulier pour lutter contre la propagation de la désinformation en ligne. Le rôle des gouvernements ainsi que des organisations de jeunesse et des groupes communautaires est essentiel pour garantir la diffusion d'informations fiables sur la santé publique. Les jeunes eux-mêmes utilisent également les technologies en ligne pour diffuser des informations sur la santé publique de manière engageante, comme des vidéos, pour promouvoir un lavage des mains efficace ou expliquer comment la distanciation sociale peut sauver des vies.

rennantes, notamment l'ACBF, dans trois domaines d'action, notamment ; le renforcement des capacités et la mise en réseau des laboratoires africains pour les équiper de kits essentiels et de matériel consommable, afin de produire des préparations de protocoles révisées par les pairs, et de procéder aux échanges d'expériences pratiques.

Avec Financial Afrik

Côte d'Ivoire

## Un nouvel outil de gestion des finances publiques

Le Ministre du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo (Photo), a procédé ce mardi au lancement officiel de la banque des données des prix de référence, un outil de maîtrise des dépenses publiques.

Le ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo a lancé officiellement, mardi 11 août 2020, la mise en exploitation de la Banque de données des prix de référence (Bdpr), pour l'optimisation de la dépense publique. C'était au cours d'une cérémonie au 20ème étage de l'immeuble Sciam, à Abidjan-Plateau. Dans l'optique du renforcement de la gouvernance et de la qualité de la gestion des finances publiques en Côte d'Ivoire, le Gouvernement vient de mettre en place un nouvel applicatif dénommé la Banque de données des prix de référence (Bdpr). Le lancement de la mise en exploitation de cet outil a eu lieu, mardi 11 août 2020, au cours d'une cérémonie à Abidjan-Plateau. Justifiant la mise en place de cet applicatif, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, a affirmé qu'il s'agit, à travers cette initiative, de s'assurer que l'État effectue la bonne dépense et que celle-ci a une efficacité maximale. Le ministre a indiqué que la Bdpr est un outil structurant dont se dote l'Administration des finances publiques. « Il s'agit d'une série d'indicateurs pertinents qui permettront de mieux faire les prévisions budgétaires, mais également de consolider la qualité du contrôle de l'exécution du budget, en s'assurant de la justesse des prix soumis. Un tel outil contribuera significativement à l'allocation optimale des ressources publiques afin que chaque franc CFA dépensé par l'État ait un impact fort



sur l'environnement économique et social. Par ailleurs, il permettra de dégager des marges budgétaires afin que l'État dispose de moyens supplémentaires pour améliorer les conditions de vie des populations, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures, toutes choses nécessaires à la réduction de la pauvreté », a mentionné le ministre Moussa Sanogo. Il a insisté sur le fait que la Bdpr est un instrument supplémentaire « pour garantir l'équité dans la compétition pour l'accès aux marchés publics et, in fine, assurer la qualité de l'exécution des commandes publiques ». Par la mise en place de cette base de données, le ministre Moussa Sanogo a confié que l'Administration se dotera d'un système d'information relatif aux prix qui concourra à la prise de la bonne décision. Ce qui, dira-t-il, est bien difficile lorsque le corps d'informations à disposition est partiel et parcellaire. « Bien entendu, il importera de veiller à la mise à jour permanente de ce référentiel de prix et d'assurer la diffusion la plus large possible », a recommandé le ministre du

Budget et du Portefeuille de l'État. Brou Yao Paul, Sous-directeur, à la Direction des marchés publics (Dmp), a présenté la Bdpr comme étant une banque de données des prix par domaine d'activités (fournitures-équipements, travaux et prestations de services), destinée à être un repère pour l'ensemble de l'Administration, pour une bonne maîtrise de l'évolution des coûts et pour l'établissement d'un budget prévisionnel basé sur des données fiables. Il a informé que le prix de référence qu'affichera la Bdpr sera encadré par un prix planché et un prix plafond à consulter avant tout engagement des acteurs de la chaîne de la dépense publique. « Le prix de référence doit donc être considéré comme une information qui éclaire l'acheteur public dans ses choix. Outre de meilleures conditions d'exécution du budget de l'État par la maîtrise des dépenses publiques, l'acheteur public disposera d'une gamme de produits diversifiés avec leurs caractéristiques techniques et leurs prix », a-t-il dit.

Avec abidjan.net

## Institutions internationales

### La BID et la BADEA continuent à soutenir l'ACBF

Alors que l'impact de la pandémie de la COVID-19 se fait ressentir sur les capacités de l'ACBF à fonctionner à plein régime, la Banque islamique de développement (BID) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ont réitéré leur détermination à travailler en collaboration avec l'ACBF pour accompagner les pays africains dans la lutte contre la pandémie de coronavirus et ses conséquences.

L'accord de la BID et de la BADEA de continuer à travailler avec l'ACBF pour appuyer les pays africains qui sont aussi des États membres et des bénéficiaires des deux banques, a été chaleureusement accueilli pendant la session de réflexion organisée par l'ACBF. Au moins, la moitié des pays africains seraient membres de la BID. Le

Coordinateur régional principal de la coopération technique en Afrique, M. Sameh HUSSEIN, a déclaré que la Banque avait prévu 2,3 milliards de dollars à allouer sous forme de prêts concessionnels aux pays membres, pour les aider à lutter contre la pandémie de la COVID-19. La Banque a également fait savoir qu'elle était prête à s'associer aux parties

## Transports

### L'UA appelée à accélérer le projet du TGV africain

Le réseau intégré de trains à grande vitesse d'Afrique est un projet phare de l'Agenda 2063 de l'UA qui vise à interconnecter les capitales et centres commerciaux africains. Sa mise en œuvre constitue un levier essentiel pour la réussite de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

C'est ce qui ressort du webinaire sur le projet du chemin de fer à grande vitesse d'Afrique qui s'est tenu le 29 juillet 2020. Au cours de cette table ronde virtuelle, organisée par l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), les participants ont appelé l'Union africaine (UA) et les dirigeants du continent à accélérer la concrétisation de ce projet qui soutiendra l'implémentation de la Zone de libre-échange continentale africaine. Pour Raila Odinga, le haut représentant de l'UA pour le développement des infrastructures en Afrique, la très faible interconnectivité est un obstacle

au succès de l'intégration africaine. « Si l'Europe et l'Amérique du Nord ont pu transformer leurs systèmes ferroviaires à l'époque où ils l'ont fait, l'Afrique peut même faire mieux maintenant », pense-t-il. Le directeur des infrastructures et de l'énergie de la Commission de l'UA, Cheikh Bedda, a abondé dans le même sens, soulignant que la pandémie de COVID-19 devrait être saisie comme une opportunité pour accélérer cette initiative. La commission est d'ailleurs ouverte à toute collaboration pour y en faire une réalité, rassure-t-il. Projet phare de l'Agenda 2063, le réseau intégré de trains à grande vitesse

en Afrique vise à relier toutes les capitales et tous centres commerciaux africains, facilitant ainsi la circulation des marchandises, des services de facteurs et des personnes. La connectivité ferroviaire accrue vise également à réduire les coûts de transport et à décongestionner les systèmes actuels et futurs. A ce jour, l'ensemble du réseau ferroviaire africain est estimé à environ 75 000 km sur une surface de 30,2 millions de km<sup>2</sup>. Ceci correspond à une densité d'environ 2,5 km pour 1 000 km<sup>2</sup>, ce qui est bien inférieur à celui des autres régions et à la moyenne mondiale de 23 km pour 1 000 km<sup>2</sup>.

Avec Agence Ecofin

**BRVM 10** 122,31

Variation Jour ↓ -0,54 %

Variation annuelle ↓ -17,97 %



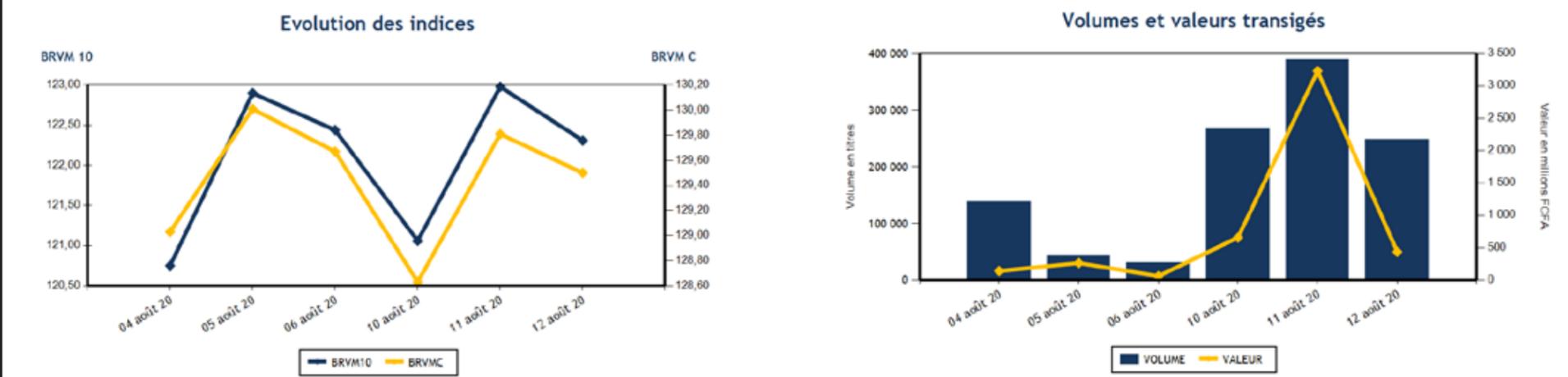
## BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 153 mercredi 12 août 2020 Site : www.brvm.org

**BRVM Composite** 129,50

Variation Jour ↓ -0,24 %

Variation annuelle ↓ -18,68 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 890 848 288 001	-0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	228 093	174,80 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	234 697 225	10,51 %
Nombre de titres transigés	33	-5,71 %
Nombre de titres en hausse	12	9,09 %
Nombre de titres en baisse	11	-21,43 %
Nombre de titres inchangés	10	0,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	1 580	5,33 %	-38,76 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	525	5,00 %	-13,22 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	385	4,05 %	-11,49 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 370	3,40 %	-11,33 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 600	2,86 %	6,35 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 086 175 860 155	0,11 %
Volume échangé	20 199	-93,42 %
Valeur transigée (FCFA)	201 986 750	-93,31 %
Nombre de titres transigés	8	-27,27 %
Nombre de titres en hausse	6	500,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-75,00 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	2 650	-7,02 %	-5,36 %
NESTLE CI (NTLC)	300	-6,25 %	-24,05 %
CIE CI (CIEC)	1 120	-5,08 %	-30,00 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 405	-2,83 %	-14,72 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 100	-2,07 %	-7,79 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,38	-0,25 %	-14,02 %	3 102	7 101 845	49,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	386,49	-0,81 %	-21,98 %	11 850	61 676 745	7,64
BRVM - FINANCES	15	51,90	-0,08 %	-14,90 %	183 268	130 659 985	5,82
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	0,78 %	-16,27 %	1 770	2 237 175	7,25
BRVM - AGRICULTURE	5	58,31	2,57 %	-32,10 %	6 347	9 161 010	5,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	203,53	0,90 %	-19,64 %	21 756	23 860 465	9,98
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	234,44	0,00 %	-22,45 %	0	0	2,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,31	
Taux de rendement moyen du marché	10,70	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,93	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	68	
Volume moyen annuel par séance	2 200,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	3 711 108,98	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,01	
Ratio moyen de satisfaction	67,46	
Ratio moyen de tendance	962,54	
Ratio moyen de couverture	10,39	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	-0,32	
Nombre de SGI participantes	27	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



**SENEGAL**  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Dakar  
18, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 21 91 21 26  
Fax : (229) 21 91 21 27



**BURKINA FASO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Ouagadougou  
BP 502 Ouagadougou 01  
Tél : (229) 20 20 87 73  
Fax : (229) 20 20 87 74



**CÔTE D'IVOIRE**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Plateau, 18, Rue Joseph Anoma  
01 BP 3002 Abidjan 01  
Tél : (229) 20 31 58 90  
Fax : (229) 20 31 47 77



**GUINEE**  
Chambre de Commerce, d'Industrie  
& d'Agriculture et des Services de Commerce  
Rue de la Liberté  
BP 10000  
Tél : (224) 30 18 02 Fax : (224) 30 18 02



**MALI**  
Intégrité (SICAVIT), PC 2000 Bamako  
BP 11 0000 Bamako  
Tél : (223) 44 98 18 99  
Fax : (223) 44 98 18 91



**NIGER**  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Investissement  
de Niamey, Place de la constitution  
BP 11 200 Niamey  
Tél : (227) 20 73 48 82  
Fax : (227) 20 73 48 82



**SENEGAL**  
7, rue Jean Moulin  
BP 8806, Dakar - Plateau  
Tél : (229) 33 401 15 16  
Fax : (229) 33 401 15 16



**TOGO**  
4801, Boulevard G. GOMAGNON (Elysee),  
Mairie de C2 Togo  
BP 3202 Lomé  
Tél : (228) 22 49 23 16  
Fax : (228) 22 38 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

## Fortune

## Tim Cook, le DG d'Apple, est maintenant milliardaire

Le DG d'Apple, Tim Cook, a atteint le statut de milliardaire, selon une analyse de Bloomberg. Sa fortune de plus d'un milliard de dollars est composée de l'argent qu'il a gagné chez Apple grâce à son salaire, du nombre d'actions qu'il détient dans la société et du montant estimé de la vente de ses actions, selon Bloomberg. Tim Cook a pris la tête d'Apple en août 2011, succédant ainsi à Steve Jobs, fondateur historique de l'entreprise.

Bras droit de longue date de Steve Jobs, il a rejoint la société en 1998 en tant que vice-président des opérations mondiales, concluant des accords importants avec les fabricants pour aider Apple à devenir une puissance industrielle de renom. En tant que dirigeant relativement inconnu, les observateurs du secteur se demandaient s'il pouvait prendre la place de Steve Jobs, mais Apple a atteint une capitalisation boursière de près de 2 000 milliards de dollars sous sa direction. Tim Cook détient actuellement 847 969 actions Apple, qui valent plus de 380 millions de dollars, selon le cours actuel de l'action. En 2019, la rémunération de Tim Cook comprenait un salaire de base de 3 millions de dollars et environ 7,6 millions de dollars de primes d'encouragement, ce qui en fait l'un des patrons les mieux payés des États-Unis. Un dossier de la SEC (U.S. Securities and Exchange Commission, l'organisme fédéral américain de réglementation et de



contrôle des marchés financiers) datant de janvier dernier indique qu'il a vendu 6 880 actions Apple à la fin du mois de décembre, ce qui lui aurait rapporté environ 2 millions de dollars. En tant que cadre supérieur ayant gravi les échelons d'Apple, Tim Cook est moins riche que d'autres PDG célèbres du secteur des "big tech" (les entreprises dominantes de l'industrie des technologies et de l'information). Les trois personnes les plus riches du monde sont toutes des fondateurs de "big tech" : Jeff Bezos, patron d'Amazon,

détient une fortune estimée à 186 milliards de dollars, Bill Gates, fondateur de Microsoft, possède une fortune de 121 milliards de dollars, et Mark Zuckerberg, fondateur et PDG de Facebook, a une fortune estimée à un peu moins de 100 milliards de dollars. Parmi les autres dirigeants de grandes entreprises de la tech, on peut citer Satya Nadella, DG de Microsoft, et Sundar Pichai, DG de Google, qui ne figurent pas dans le registre des milliardaires établi par Bloomberg.

businessinsider.fr

## Coronavirus

## La Suisse a échappé à une vague de faillites

Le nombre de sociétés ayant mis la clé sous la porte a reculé de 21% entre mars et juillet par rapport à l'an dernier, indique l'institut de recherche dans une étude. Les auteurs soulignent toutefois une récession «manifeste» dans tout le pays.

Les mesures prises pour éviter une vague de faillites d'entreprises en Suisse dans le sillage du coronavirus semblent avoir prouvé leur efficacité. Entre mars et juillet, le nombre de sociétés ayant mis la clé sous la porte a reculé d'un cinquième (-21%) par rapport à la même période de 2019, selon une étude du Centre d'études conjoncturelles KOF et du bureau de conseil Bisnode B&D. Dans l'artisanat et le bâtiment, les cas de faillites ont connu une contraction de 32% en moyenne, selon les indications fournies lundi par les auteurs de l'étude. Ces derniers ne peignent cependant pas un tableau idyllique de la situation économique, soulignant que la récession est «manifeste» dans toutes les régions. Les disparités cantonales se révèlent importantes. Le nombre de faillites a ainsi reculé de moitié au Tessin mais n'a diminué que de 10% en Suisse centrale, précise le communiqué. Les statistiques montrent par ailleurs une recrudescence des



cas en Valais entre juin et juillet, cependant sans «surmortalité significative».

## Commerces particulièrement touchés

Du point de vue des secteurs, les commerces de gros et de détail sont particulièrement touchés. L'hôtellerie et le tourisme ont bien résisté, ce qui ne constitue qu'une demi-surprise, à en croire les spécialistes du KOF et de Bisnode. Ces deux secteurs ont souffert des restrictions liées au coronavirus, mais ont fait un usage particulièrement fréquent du programme de crédits Covid. L'accès facilité au chômage partiel – une des mesures de

soutien à l'économie décidées dans le cadre de la pandémie de Covid-19 – aurait notamment permis d'éviter bon nombre de fermetures définitives d'entreprises. Pas question, cependant, de «lever l'alerte», avertissent le KOF et Bisnode, car certaines faillites ont été sans doute ajournées. Les auteurs de l'étude rappellent par ailleurs que, lors des précédentes crises économiques, la cadence des faillites d'entreprises n'a pas évolué brusquement, mais plutôt progressivement. Ils soulignent également que ces chiffres sont très volatils d'un mois à l'autre.

(ATS/NXP)

## Secteur automobile

## Les voitures hybrides résistent à la crise

Les voitures hybrides ont la cote en Suisse. Le nombre d'immatriculations a progressé de presque 80% depuis l'an dernier.

Les mises en circulation de nouveaux véhicules ont reculé de 2% en juillet par comparaison avec le même mois de l'année précédente à 33'884 unités. La dégringolade atteint même 11% pour les voitures de tourisme. Mais les hybrides ont su tirer leur épingle du jeu. Si les moteurs à essence (-25%) et diesel (-12%) ont beaucoup souffert dans la catégorie des voitures de tourisme, les électriques (+45%) et surtout les hybrides (+76%) ont poursuivi leurs croissances, a indiqué mardi l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans un communiqué.

## Les motos aussi ont la cote

Pour les voitures, la baisse demeure chronique depuis

## Vente directe

## Facebook veut développer le paiement sur les réseaux sociaux

L'objectif du réseau social américain est d'offrir un nouveau service à ses usagers et à ses clients annonceurs en leur permettant une vente directe via Facebook Pay mais aussi de développer l'usage de monnaie virtuelle. Cette dernière ambition ne manque pas de crispier les autorités financières, notamment aux États-Unis.

Une nouvelle corde à son arc : Facebook veut développer des moyens de paiement sur les réseaux sociaux. Le groupe a annoncé lundi le lancement d'une division « Facebook Financial » dirigée par David Marcus, le co-créateur du projet Libra, la devise numérique du géant californien, qui a aussi été à la tête de la messagerie de Facebook, Messenger. Avec la crise sanitaire du coronavirus, la plateforme investit aussi beaucoup sur les outils qui facilitent la consommation en ligne. L'objectif du réseau social américain est d'offrir un nouveau service à ses usagers et à ses clients annonceurs en leur permettant une vente directe via Facebook Pay. Le but est de retirer le maximum de barrières qui se dressent sur le chemin du consommateur, une fois qu'il a repéré un produit. Ce système pourrait aussi être utilisé pour faire des dons comme il est déjà possible de le faire pour son anniversaire ou avec la multiplication des cagnottes en ligne. En 2017, Facebook avait développé la possibilité d'envoyer de l'argent à ses amis via Messenger avant de stopper le projet en 2019.

## Instagram et Whatsapp aussi

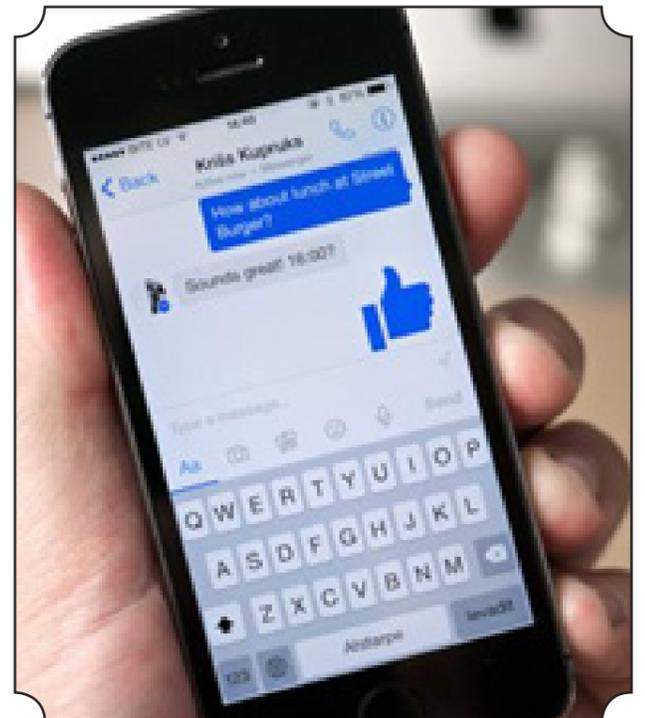
Le projet de devise numérique Libra date de 2019 et avait été fraîchement



des années. En janvier, avant le confinement, l'OFS annonçait une diminution de 10% des nouvelles mises en circulation de ces dernières. La bonne surprise est venue des motos, qui en cette saison estivale ont enregistré un bond de 42,8% de leurs immatriculations avec 7232

nouveaux deux-roues pendant la période sous revue. Au niveau des utilitaires, la contraction des immatriculations se situe à 10,5%, soit 2797 nouveaux véhicules lourds, contre 3124 en juillet 2019.

(ATS/NXP)



accueilli par les autorités américaines et européennes, soucieuses de préserver leur souveraineté monétaire. En effet, en offrant une monnaie virtuelle mondiale, simple d'utilisation, Facebook, de par sa puissance, pourrait concurrencer les monnaies nationales et même contester au dollar sa toute-puissance sur les marchés. Néanmoins, pour trouver une issue à son projet Libra, Facebook ne pourra pas passer outre les régulateurs traditionnels que sont les banques centrales. Dans le même domaine, et en réponse aux velléités de Facebook, la Banque de France explore depuis plusieurs mois les

usages possibles d'une monnaie numérique gérée par les banques centrales quand la Chine travaille assidûment, depuis des années, sur le développement de la cryptomonnaie. Son mécanisme d'émission et de transfert pourrait reposer sur la technologie blockchain, celle sur laquelle s'appuient déjà des monnaies virtuelles comme le bitcoin. Un système pour faciliter le paiement, check-out, est en phase de test sur Instagram et un autre devrait être testé en Inde et au Brésil sur la messagerie instantanée Whatsapp, deux branches du groupe Facebook.

moneyvox.fr

## Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	<a href="https://naturallia.com/">https://naturallia.com/</a>
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	<a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a> <a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a>
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	<a href="http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES">http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES</a>
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	<a href="https://www.economiecirculaire.org/">https://www.economiecirculaire.org/</a>
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	<a href="https://jib-innovation.com/">https://jib-innovation.com/</a>
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Vous tracerez votre sillon, consciencieusement, scrupuleusement. Mais ce côté bossueur ne vous empêchera pas d'utiliser votre imagination et surtout votre flair accru en matière financière. Résultat : vous améliorerez sensiblement votre situation matérielle.

**Taureau** Soyez à l'affût des bonnes affaires et des placements intéressants. Il s'en présentera beaucoup cette fois. Mais il faudra redoubler de vigilance afin de ne pas risquer de dilapider vos économies.

**Gémeaux** La Lune influençant un secteur financier de votre thème peut vous faire gagner de l'argent au jeu, notamment au PMU. La journée sera donc favorable à ceux qui fréquentent les champs de courses. D'autres formes de jeu vous seront également favorables.

**Cancer** Mercure arrivera à la rescousse et vous fera faire des gains imprévus. Mais attention : cette planète poussera aussi à la dépense ! En cas de gain important, mettez de côté l'argent que vous avez gagné, et n'y touchez plus pendant longtemps.

**Lion** Le Ciel astral sera relativement calme sur le plan financier. Jupiter devrait protéger vos affaires pécuniaires. Mais attention toutefois à l'impact de Pluton, qui pourrait vous faire oublier votre habituelle prudence en matière d'achats et de placements. Ne prenez pas de décision importante sur un coup de tête. Mieux vaudra, au contraire, réfléchir longuement et prendre conseil de personnes averties.

**Vierge** Tout ne sera pas rose sur le plan financier. Vous aurez probablement de sérieux problèmes de trésorerie parce que vous avez manqué de rigueur dans la gestion de votre budget. Concernant vos spéculations, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets restent intelligents et raisonnables. En attendant, évitez absolument de laisser l'argent filer entre vos doigts.

**Balance** Les influx planétaires seront dans l'ensemble favorables à vos finances. Mais il vous faudra tout de même veiller à garder le contrôle de la situation. Si vous dépensez trop, ou si vous vous lancez dans des investissements aventureux, vous risquez de voir la chance se retourner contre vous. Restez raisonnable, même si vous avez droit à un coup de pouce du Ciel.

**Scorpion** Vous risquez de vous attirer de sérieuses complications si vous ne vous mettez pas à régler factures, contraventions éventuelles, impôts et dettes. Après ces démarches, vous vous sentirez soulagé d'un grand poids.

**Sagittaire** Quelques petites inquiétudes, peut-être, sont à prévoir sur le front financier. Vous ne pourrez pas compter sur le soutien de la chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de possibles retournements de situation. Gérez sagement votre budget, et vous n'aurez aucun souci.

**Capricorne** Saturne en bel aspect vous donnera d'assez bons espoirs d'amélioration de votre standing, surtout si vous êtes du premier décan. Il y aura des mouvements d'argent assez importants. Bonne intuition dans les transactions diverses, les placements en Bourse. Des gens qui vous doivent de l'argent seront en mesure de vous rembourser ; n'hésitez pas à insister, s'il le faut, et à vous montrer ferme. Ne faites pas de dépenses déraisonnables.

**Verseau** Vous ne manquerez pas d'une certaine chance en argent. Néanmoins, l'art et la culture seront mal protégés, à moins que vous ne sortiez résolument des sentiers battus pour vous tourner vers l'étranger. Si vous avez des projets immobiliers, le moment sera propice pour les réaliser.

**Poissons** Bonne chance financière grâce aux influx de Saturne. Vous aurez la possibilité de réaliser d'excellentes transactions. Vous pourrez aussi consolider votre situation matérielle en envisageant des placements sûrs.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web: [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Léon Junho SODEDJI

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée puis se laver les  
mains

### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du  
coude en cas de toux ou  
d'éternuement.



### LIMITER

les contacts proches. Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
e les toussent, éternuent ou ont de la  
fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIÈVRE, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)  
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail [seultogo@gmail.com](mailto:seultogo@gmail.com) Lomé

## Obsèques

## La dépouille d'Edem Kodjo rapatriée

Décédé le samedi 11 avril 2020 à Paris, la dépouille mortelle de l'ancien Premier Ministre Edem Kodjo est arrivée mardi 11 août 2020 à Lomé.

• Vivien ATAKPABEM

Le corps a été accueilli à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema par des officiels, des membres de la famille ainsi que des amis. Les obsèques sont prévues pour la semaine prochaine. Plusieurs fois membre du Gouvernement, Edem Kodjo avait également été Gouverneur du FMI, Secrétaire Général de l'OUA et Président de la Fondation Pax Africana. L'ancien Premier ministre togolais et ex-Secrétaire Général de l'OUA, Edouard Edem Kodjo est décédé ce samedi 11 avril à Paris où il était hospitalisé depuis plusieurs mois, à la suite d'un accident vasculaire-cérébral. Gouverneur du FMI (1967-1973) puis SG de l'OUA (1978-1983), l'homme fut plusieurs fois membre du gouvernement (ministre de l'économie puis des affaires étrangères dans



les années 70) et un des dirigeants du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), avant d'occuper à deux reprises la Primature (1994-1996/2005-2006). Personnalité politique majeure du Togo et sur le continent, Edem Kodjo était également un intellectuel et un homme de lettres, avec notamment son ouvrage Et demain l'Afrique, un essai paru en 1985 qui analyse profondément l'évolution du continent et son inévitable développement à venir. Après s'être publiquement retiré de la vie politique, il se consacra à la promotion de

la paix et à la résolution des conflits sur le continent avec sa Fondation Pax Africana. « Tu resteras toujours une référence pour nous », a tweeté le ministre des affaires étrangères Robert Dussey à l'annonce de son décès. « Kodjo a été un brillant intellectuel, homme d'Etat distingué et chevalier infatigable de la Paix », a déclaré pour sa part dans un communiqué le Président de la Commission de l'UA Moussa Faki Mahamat, que l'exemple de ce grand panafricaniste « continue à inspirer tous les africains ». Edem Kodjo avait 81 ans.

## Football / Côte d'Ivoire

## Processus électoral à la FIF gelé

La Fédération ivoirienne de football (FIF) a décidé de suspendre le processus de désignation de son prochain président jusqu'à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, prévue le 29 août 2020. La FIF indique que la Commission électorale chargée d'étudier les dossiers des candidats a manqué à plusieurs devoirs. Depuis 72 heures, des membres de l'entourage de l'ex-superstar Didier Drogba assuraient que ce dernier avait vu sa candidature validée.

En 1999 sortait le film culte Fight Club avec la superstar Brad Pitt et dont les trois mots clés étaient « chaos », « confusion », « savon ». Vingt ans plus tard, « FIF Club » pourrait être la suite avec Didier Drogba comme personnage charismatique et les thèmes « chaos », « confusion » et « élections ». En effet, ce 12 août 2020, la crise à la Fédération ivoirienne de football (FIF), qui dure depuis trois ans, a connu un énième rebondissement. L'élection de son nouveau président, qui avait (enfin) été programmée, n'aura vraisemblablement pas lieu le 5 septembre 2020. Le Comité d'urgence de la FIF vient de décréter « la suspension du processus électoral » et la «

convocation d'une Assemblée Générale [...] extraordinaire [...] le samedi 29 août 2020 à Abidjan », indique un communiqué rédigé le 11 août.

#### « Graves manquements dans la conduite du processus électoral »

Le Comité d'urgence, qui réunit les personnalités les plus importantes de la Fédération (dont le patron sortant Sidy Diallo), estime en effet que « la Commission électorale », mise en place pour l'occasion et présidée par l'ancien ministre des Sports René Diby, « a violé le Code électoral de la FIF et le mandat qui lui a été donné par l'Assemblée Générale ». « Le processus électoral en cours n'inspire plus confiance », assure-t-on du côté de la

FIF. La raison ? Il y aurait eu un profond désaccord entre les membres de ladite commission concernant les candidatures d'au moins un des postulants. D'après nos informations, les dossiers de Sory Diabaté et d'Idriss Diallo auraient passé le test de conformité sans encombre et celui de Paul Kouffou aura été rejeté. En revanche, les discussions au sujet de celui de Didier Drogba auraient été plus tendues. Du côté de la FIF, on assure qu'un « rapport du Secrétaire de la Commission électorale, fait ressortir de graves manquements dans la conduite du processus électoral par ladite commission ». Le secrétaire en question aurait ainsi refusé de signer le dernier procès-verbal de délibération.



#### Un ancien ministre des Sports mis en cause

Dans son communiqué, la FIF critique frontalement la gestion de René Diby : « Le Président de la Commission électorale a indiqué "avoir agi en toute naïveté, pour préserver la cohésion sociale, en cette période sensible". Il a ajouté, avoir trouvé, avec les "éminents juristes, membres de la Commission, une solution ad hoc". » Plusieurs médias ivoiriens ont fait état de pressions sur René Diby pour que les quatre candidatures à la présidence de la FIF soient

validées. Au grand dam de quatre personnes de son équipe qui se seraient opposées à cette décision. Ceux-ci auraient déclaré « ne pas se reconnaître dans la décision que [René Diby] et certains membres de la commission ont adoptée le dimanche 09 août 2020 ».

#### Le clan Drogba criait déjà victoire

Depuis 72 heures, plusieurs proches de Didier Drogba assuraient pourtant que ses parrainages avaient été validés par la commission électorale de manière officielle, à l'instar de son directeur de campagne Eugène Diomandé et de l'ex-gardien de but Copa Barry. Le joueur, lui, s'est montré discret ces derniers

jours, même s'il avait fait une démonstration de force lors du dépôt de sa candidature. L'ex-attaquant de Marseille (France) et Chelsea (Angleterre) s'était présenté au siège de la FIF, accompagné de centaines de partisans... Le climat de tension au sein du football ivoirien risque bel et bien de monter d'un cran. Au point que la Confédération africaine de football et la Fédération internationale de football mettent de l'ordre dans les affaires ivoiriennes ? D'après nos informations, avant ce nouveau rebondissement, il n'était pas du tout question d'une suite de « FIF Club » sous forme de « chaos », « confusion », « normalisation »...

rfi.fr/fr/afrique-foot



**RÉPUBLIQUE DU BÉNIN**  
**FÉDÉRATION BÉNINOISE DE FOOTBALL**  
ASSOCIATION NATIONALE RÉGIE PAR LA LOI DU 1ER JUILLET 1901 ET ENREGISTRÉ SOUS LE N° 95/038/MISAT/DC/DA/SAAP ASSOC

Porto-Novo, le 05 Août 2020

N/Réf. : 224 /2020/FBF/PDT/SG/SA

**Note Circulaire à l'attention des Présidents**  
- des Clubs des Liges 1, 2 & 3 ;  
- des Ligues départementales de Football Amateur ;  
- des Associations Nationales affiliées à la Fédération Béninoise de Football :  
• Association Nationale des Entraîneurs de Football ;  
• Association Nationale des Médecins et Kinésithérapeutes.

**Objet** : Report de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire Saison 2019-2020 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la FBF initialement prévues pour les 22 et 23 Août 2020 à Porto-Novo.

**Messieurs les Présidents,**

Le Comité Exécutif de la Fédération Béninoise de Football (FBF), au cours de sa réunion tenue à Porto-Novo le Mardi 04 Août 2020 a décidé du **report de l'Assemblée Générale Ordinaire Statutaire 2019-2020 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire, initialement prévues pour se tenir respectivement les samedi 22 et Dimanche 23 Août 2020 au siège de l'institution à Porto-Novo.**

Les nouvelles dates et le nouveau lieu retenus sont :

1- Assemblée Générale ordinaire statutaire : **Vendredi 18 Septembre 2020 à Grand-Popo ;**  
2- Assemblée Générale Extraordinaire : **Samedi 19 Septembre 2020 à Grand-Popo.**

Veuillez recevoir, Messieurs les Présidents, l'expression de nos meilleures salutations sportives.

Le Secrétaire Général  
  
**Claude PAQUI**

SIÈGE: QUARTIER DJASSIN 3ÈME ARRONDISSEMENT PORTO-NOVO, 01 BP 112 PORTO-NOVO - BÉNIN, AFFILIATION CAF & FIFA: 19  
TÉL: (229) 20 21 41 42 - FAX: (229) 20 21 54 55 - EMAIL: infotebeefoot@yahoo.fr - site web: www.febeefoot.org

## Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

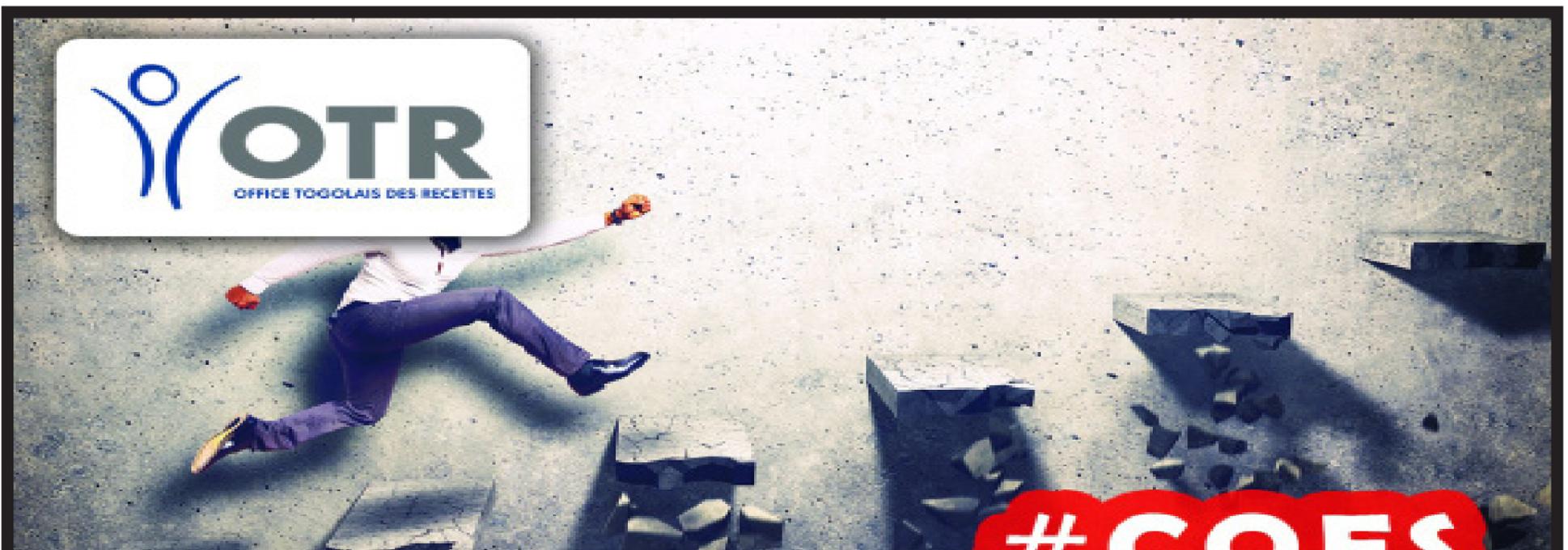
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

**L'OTR** est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

**(+228) 90 99 41 01**



Office Togolais des Recettes - OTR